

Le Président de l'université

- VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5° et L952-6-1, et le cas échéant L713-9 ;
- VU la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités ;
- VU le décret n° 84-431 du 06 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs, notamment dans ses articles 9 et suivants, et 26-I-1° et 33 (MCF) ou 46-1° et 51 (PR) ;
- VU le décret n° 2019-1346 du 11 décembre 2019 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de recrutement des professeurs des universités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- VU l'arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps des fonctionnaires assimilés aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences ;
- VU les arrêtés du 13 février 2015 relatif aux modalités générales des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par concours des maîtres de conférences et des professeurs des universités ;
- VU la circulaire ministérielle MESR DGRH A1-2 n° 08-0069 du 23 avril 2008, relative aux comités de sélection pour le recrutement des enseignants-chercheurs ;
- VU la circulaire du 4 avril 2015 relative au décret n° 2014-997 du 2 septembre 2014 modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
- VU le cas échéant, l'avis du directeur de la composante L713-9 concernée par un recrutement sur emploi d'enseignant-chercheur ;
- VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de UNIVERSITE DE TOURS dans sa séance du 24/01/2023, portant avis favorable sur la composition structurelle et sur la composition nominative des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2023 de recrutement des enseignants-chercheurs ;

ARRETE :

Article 1 : Un comité de sélection chargé, dans une 1ère séance d'examiner les candidatures, puis dans une 2ème séance d'auditionner les candidats et de classer les candidatures, selon leurs mérites scientifiques, constitué pour se prononcer en qualité de jury souverain, est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi MCF 4640 en 67 Biologie des populations et écologie pour une prise de fonctions le 01/09/2023.

Article 2 : Sont nommés membres du comité de sélection pour l'emploi désigné ci-dessus

MEMBRES APPARTENANT A L'ETABLISSEMENT

PROFESSEURS DES UNIVERSITES ET ASSIMILES :

NOM	Prénom	Corps	Discipline enseignée ou de recherche	Laboratoire de recherche	Section CNU
HUGUET	Elisabeth	PR	Relations inter-organismes	IRBI	67
GOUBAULT	Marlène	PR	Ecologie comportementale	IRBI	67
GIRON	David	DR CNRS	Ecologie, écologie de la nutrition	IRBI	67
LAZZARI	Claudio	PR	Biologie des organismes	IRBI	68
PINCEBOURDE	Sylvain	DR CNRS	Ecologie	IRBI	67

MAITRES DE CONFERENCES ET ASSIMILES :

NOM	Prénom	Corps	Discipline enseignée ou de recherche	Laboratoire de recherche	Section CNU
BRESSAC	Christophe	MCF	Biologie de la reproduction	IRBI	68
DEDEINE	Franck	MCF	Génétique des populations, Interactions hôtes-symbiotes	IRBI	67

GUERRIERI	Fernando	MCF	Biologie - Neuroéthologie	IRBI	68
-----------	----------	-----	---------------------------	------	----

MEMBRES EXTERIEURS A L'ETABLISSEMENT

PROFESSEURS DES UNIVERSITES ET ASSIMILES :

NOM	Prénom	Corps	Discipline enseignée ou de recherche	Université	Laboratoire de recherche	Section CNU
BRACQUARD	Christine	PR	Biologie Animale, Invertébrés, Physiologie, Immunité, Symbiose	Université de Poitiers	UMR CNRS 7267	68
OUTREMAN	Yannick	PR	Ecologie évolutive, Ecologie Comportementale Ecologie des communautés	Institut Agro Rennes-Angers	UMR 1349 IGEPP	CNECA
RIVERO	Ana	DR CNRS	Evolution, biologie des vecteurs	IRD - Montpellier	MIVEGEC	67

MAITRES DE CONFERENCES ET ASSIMILES :

NOM	Prénom	Corps	Discipline enseignée ou de recherche	Université	Laboratoire de recherche	Section CNU
BAUDE	Mathilde	MCF	Ecologie des communautés Agroécologie/Ecologie urbaine	Université d'Orléans	UMR 7618 IEES-Paris	67
BELTRAN-BECH	Sophie	MCF	Ecologie évolutive, Evolution, Bio. populations	Université de Poitiers	UMR CNRS 7267	67
LOPEZ-VAAMONDE	Carlos	CR INRAE	Entomologie	Université d'Orléans	Unité de Recherche Zoologie Forestière	67
VALIENTE MORO	Claire	MCF	Ecologie Microbienne, Interactions symbiotiques	Université Lyon1	UMR 5557 Ecologie Microbienne	67
VARALDI	Julien	MCF	Génétique évolutive	Université Lyon1	UMR CNRS 5558 LBBE	67

Article 3 : Les personnalités dont les noms suivent sont nommées respectivement président.e et vice-président.e du comité de sélection créé pour l'emploi désigné ci-dessus :

GOUBAULT-BODY MARLENE

HUGUET ELISABETH

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de l'université est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Tours, le 04 avril 2023

Le Président de l'université de Tours

A. G. — H.

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite —et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis—, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.